



FNEE CGT

Fédération Nationale
des personnels

*des ministères de l'Écologie,
de la Cohésion des Territoires, de la Mer,
des Transports et du Logement*



Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT - 263 rue de Paris - case 543 - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 55 82 88 75 - Mail : fd.equipement@cgt.fr - Site internet : www.equipementcgt.fr

Dégel du point - Mesures générales pour les salaires et les pensions : maintenant !

Signez et faites signer la pétition avant le 27 janvier ici :

<https://lespetitions.eu/petition/org/intersyndicales/la-veritable-reconnaissance-des-agentes-et-des-agents-de-la-fonction-publique-passe-par-une-augmentation-generale-de-leurs-salaires>

16% C'est la revalorisation salariale obtenue dans le secteur de la restauration. Aujourd'hui le secteur est fortement touché par la crise Covid et pourtant, les salariés ont obtenu cette augmentation et un début de carrière 5 % au-dessus du smic !

109 C'est le nombre de milliardaires en France en 2021, alors qu'il n'y en avait que 95 en 2020. En 1 an le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes en France a augmenté de 30 %. Ce patrimoine tutoie les 1000 milliards d'euros, soit 3 fois les recettes fiscales de l'État (impôt, TVA, TIPP) ! La fortune du plus gros milliardaire en France, Bernard Arnaud, a augmenté de 57 % en 2021, soit 55 milliards !

29% C'est la hausse de l'indice boursier du CAC 40 pour 2021 alors que la totalité des entreprises concernées a touché des aides publiques. Du jamais vu depuis plus de vingt ans. Si toutes les places boursières mondiales sont euphoriques, c'est l'indice tricolore qui affiche les meilleurs résultats.

100€ C'est la prime « covid » accordé aux 24 000 infirmiers/ infirmières en ce début d'année. Une misère comparée aux milliards qui ont ruisselé vers les grandes fortunes, alors qu'ils et elles sont rémunérés en dessous la moyenne européenne, loin derrière l'Allemagne, l'Espagne ... A niveau de vie équivalent, les infirmiers et infirmières gagnent plus en Slovénie qu'en France !

Malgré les effets de la crise pour Monsieur et Madame « tout le monde », des milliards ont été captés par les grandes fortunes. De l'argent il y en a, il y en a largement assez pour augmenter les salaires.

Il est tout à fait possible pour augmenter nos salaires aujourd'hui de mettre à contribution ceux qui, profitant notamment de la pandémie, accumulent des milliards, alors que les prix de l'essence, de l'électricité, du gaz, du blé, du beurre ... flambent.

Non les fonctionnaires et agents publics ne sont pas un coût, non le service public n'est pas un coût. C'est le bien commun de toutes et tous, ce qui nous permet de vivre ensemble, de rendre possible l'égalité des chances et la solidarité

Chaque grande crise et événement a durement touché les populations mais ont aussi permis des conquêtes sociales majeures grâce aux mobilisations.

- première guerre mondiale : journée de 8 heures et fin du travail des enfants
- crise monétaire de 1936 : instauration des congés payés
- seconde guerre mondiale : sécurité sociale
- grève de 1968 : augmentation des salaires, amélioration des congés, et démocratie au sein des entreprises.

Tous ces conquies sont sans cesse attaqués et remis en cause : blocage du point d'indice de la fonction publique depuis 15 ans ; augmentation de la durée du travail avec la suppression du lundi de pentecôte et le recul de l'âge du départ à la retraite ; privatisation de la couverture santé au détriment de la sécurité sociale avec les baisses successives des cotisations sociales (notamment patronales) et le risque d'un marché du travail « low-cost » ; diminution des droits d'interventions des salariés (fin des prérogatives des CAP mobilité et promotion, suppression des CHSCT) ...

Oui il est possible mieux rémunérer les salariés par une hausse des salaires

Oui il est possible d'améliorer le service public

Oui il est possible de travailler moins et de vivre plus longtemps en bonne santé.

Mais rien n'est acquis et comme à chaque moment décisif il va falloir se battre pour sauvegarder nos conquies et arracher un nouveau progrès social. A quelques semaines des élections présidentielles et législatives il est indispensable de se faire entendre et de se mobiliser.

Il faut défendre nos ministères, nos rémunérations et notre temps de travail.

Il n'est plus temps de s'interroger, de dissenter, de penser que la stratégie d'accompagnement de ces politiques de casse sociale permettra de sauver quelques miettes tant les régressions sont grandes.

**Alors le 27 janvier soyez au rendez-vous.
Agissons et mobilisons-nous pour imposer une hausse des
traitements et des salaires, une autre politique pour le
service public et les agents qui le servent.**